HAL
open science

L'objectivation du rapport aux sources dans les pages " Politiques " des quotidiens

Nicolas Kaciaf

▶ To cite this version:

Nicolas Kaciaf. L'objectivation du rapport aux sources dans les pages " Politiques " des quotidiens. Les Publics des journalistes, La Dispute, p. 227-250, 2008, 2843031648. hal-01078689

HAL Id: hal-01078689
https://hal.science/hal-01078689v1

Submitted on 29 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Objectivation du rapport aux sources dans les pages « Politiques » des quotidiens

Nicolas Kaciaf[1]

Malgré de profondes évolutions dans leur contenu, les pages *Politique* forment toujours un espace singulier dans les quotidiens français. Elles se distinguent notamment des autres rubriques par une abondante restitution de discours qui, s'ils ne sont pas tous érigés en événements, sont généralement appréhendés comme *l'actualité* politique du jour. Certes, en soulignant que « le journaliste n'est pas connecté avec des faits mais avec des paroles »[2], Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu rappellent qu'indépendamment de leurs services ou de leurs médias, les journalistes rendent compte du réel par l'intermédiaire de « sources » (orales ou écrites) qu'ils référencent plus ou moins explicitement dans leurs papiers. Mais cette pratique prend une tournure particulière dans le cas du journalisme politique. En effet, s'inscrivant dans une démocratie représentative où les rôles politiques sont différenciés et les rapports sociaux relativement pacifiés, les luttes politiques se situent avant tout dans l'ordre du verbe et de la « théâtralité ».[3] Les membres des services *Politique* se trouvent confrontés à des acteurs et à des institutions pour qui la diffusion de leurs déclarations auprès d'un vaste public constitue l'une des dimensions fondamentales de leur activité, qu'il s'agisse de convaincre les électeurs, d'enrégimenter les militants, d'enrôler les pairs ou d'informer les administrés. C'est pourquoi, à la différence d'autres acteurs sociaux (policiers, magistrats, administrations, entreprises, etc.), les discours et les communiqués des hommes politiques ne forment pas seulement la *source* de l'information mais le plus souvent *l'information* elle-même. Aisément accessibles, issues d'acteurs notoires et socialement légitimes, ces déclarations publiques et/ou officielles détiendraient une « valeur » journalistique qui justifierait leur publication.[4]

Cet article se propose d'étudier les rhétoriques à travers lesquelles les journalistes des quotidiens nationaux restituent la parole politique et objectivent leurs relations aux acteurs et

---

[1] Article paru dans Jean-Baptiste Legavre, Pascal Dauvin (dir.), *Les Publics des journalistes*, Paris : La Dispute, 2007.
[2] Maurice Mouillaud, Jean-François Tétu, *Le Journal quotidien*, PUL, Lyon, 1989, p. 5.
[3] Philippe Braud, *Le Suffrage universel contre la démocratie*, PUF, Paris, 1985, p. 20.
[4] Une déclaration peut être « publique » sans être « officielle », et inversement. Pour les journalistes, le terme « officiel » renvoie à trois dimensions. Tout d'abord, il désigne l'identité des acteurs dont les services *Politique* reproduisent les discours, oraux ou écrits (institutions publiques, états-majors des partis, etc.). Ensuite, il indique que ces messages ont été soit prélevés dans une arène publique, soit émis selon un schéma de communication qui leur confère un caractère public (conférence de presse, communiqué, etc.). Le discours est contrôlé par son auteur qui parle ainsi légitimement au nom du groupe qu'il prétend représenter. Enfin, le terme d'officiel renvoie, de manière plus péjorative, aux formats à travers lesquels ces discours seront médiatisés : une reproduction brute, sans intervention ni critique journalistique.

institutions politiques.[5] Il s'agit d'identifier, au cœur des textes journalistiques, « les traces du travail de production »[6], c'est-à-dire repérer les conceptions du métier sous-jacentes ainsi que les conditions pratiques du recueil d'information. Bien sûr, « le journaliste, […] n'est pas supposé dire ou montrer ce qu'est son travail mais offrir les résultats de son travail ».[7] C'est donc le plus souvent implicitement, par « le choix des locuteurs et des propos cités » ou par « la manière de marquer la frontière entre son discours et celui d'autrui », que les rédacteurs mettent en scène leur identité professionnelle.[8] En soulignant l'insertion des rédacteurs dans un espace de contraintes discursives qui sont autant de contraintes situationnelles, il s'agit de penser la dimension relationnelle d'une activité trop souvent présentée comme individuelle. En effet, la conversation est indirectement présente dans le texte journalistique : selon la manière dont ils rapportent les discours qu'ils enregistrent, les rédacteurs construisent un type d'interaction avec leurs publics. Le pluriel est de rigueur car les interlocuteurs des journalistes sont variés et inégalement capables de les sanctionner ou de les récompenser. On distingue bien sûr le « grand public » généralement méconnu car anonyme et réifié par différentes constructions idéologiques ou statistiques, la direction qui définit et contrôle l'application des normes rédactionnelles, les pairs face auxquels il convient sinon de se distinguer, du moins de témoigner de ses compétences. Mais il ne faudrait pas oublier que les journalistes politiques s'adressent également, voire principalement, à ces sources qu'ils fréquentent quotidiennement et qui, du fait de la concurrence interne à l'univers politique, se montrent particulièrement attentives aux productions médiatiques.

La perspective d'être lus par ces différents publics inscrit les rédacteurs dans des registres d'écriture *routiniers*, si possible *peu coûteux* et *légitimes*. Or la légitimité de telles rhétoriques journalistiques ne va pas de soi. D'une part, conditionnée par différents processus sociaux, elle évolue dans le temps et ne s'impose qu'au prix de conflits au sein des rédactions ou entre journalistes et hommes politiques. D'autre part, la pluralité des publics place les rédacteurs face à des exigences contrastées et souvent contradictoires. Tandis que les acteurs politiques espèrent avant tout que leurs prises de position seront relayées et valorisées, les

---

[5] Cette recherche s'appuie sur des matériaux collectés dans le cadre d'une thèse de doctorat en science politique (Nicolas Kaciaf, *Les Métamorphoses des pages* Politique *dans la presse écrite française entre 1945 et 2000*, Université Paris 1, 2005). Elle repose ici principalement sur l'exploitation des pages *Politique* de cinq quotidiens (*Le Monde*, *Le Figaro*, *France-Soir*, *L'Humanité*, *Libération*) et sur la réalisation d'entretiens avec des journalistes en activité ou retraités.

[6] Jean-Pierre Esquenazy, *L'Ecriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours journalistique*, PUG, Grenoble, 2002, p. 11.

[7] Jean-Baptiste Legavre, « Des journalistes au travail. Le portrait dans *Libération* », *Revue des sciences sociales*, n°28, 2001, p. 139.

[8] Jean Charron, « Parler de soi en faisant parler les autres. Identité journalistique et discours rapporté », *in* Rémy Rieffel, Thierry Watine (sous la direction), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Éditions Panthéon Assas, Paris, 2002, p. 83.

journalistes peuvent mobiliser les attentes présumées des lecteurs anonymes pour justifier leurs pratiques et parfois résister aux stratégies d'enrôlement de leurs interlocuteurs.

L'objectif est ici de mettre en évidence une ambivalence et un basculement dans l'attitude des journalistes politiques à l'égard des acteurs politiques et de leurs prises de parole. D'un côté, en reproduisant de larges extraits des déclarations publiques ou officielles, ils pérennisent un « journalisme d'enregistrement »[9] qui leur permet de minimiser leurs risques professionnels, tout en satisfaisant aux contraintes d'économie du travail. D'un autre côté, les règles d'écriture de ces comptes-rendus se sont profondément transformées depuis la fin des années 1960. Soucieux de ne plus apparaître comme de simples « porte-plume » des organisations politiques, les rédacteurs ont progressivement incorporé un *journalisme de décryptage* qui les inscrit en spécialistes, supposés impartiaux, des arrière-pensées et des stratégies des acteurs politiques. L'enjeu est ici non seulement de décrire cette évolution mais également de déterminer les conditions qui ont rendu possible cette métamorphose dans les manières de se positionner à l'égard des sources politiques et de leurs discours.

I. La survivance d'un « journalisme d'enregistrement »

Pour identifier certaines caractéristiques des pages *Politique* des quotidiens français, on peut se demander quels sont les individus ou les groupes dont cette rubrique livre les propos. L'observation, limitée à cinq quotidiens nationaux, porte sur les quinze premiers jours du mois de novembre 2000. Au cours de cette période, l'ensemble des individus dont les discours sont rapportés (au style direct ou indirect) dans les pages *Politique* a été recensé et regroupé en deux catégories. On distingue d'une part les acteurs dont les déclarations ont été prélevées sur une scène publique ou résultent d'un acte de communication contrôlé par son auteur. On isole, d'autre part, les acteurs (identifiés ou anonymes) dont les paroles sont *présentées* comme « officieuses » ou sollicitées par le journaliste lui-même.

Trois enseignements peuvent être dégagés de ce tableau. Premièrement, dans l'ensemble des quotidiens du corpus, les services *Politique* restituent principalement les propos publics ou officiels des acteurs politiques, qu'il s'agisse de déclarations écrites (communiqués), de discours oraux (interventions à l'Assemblée, conférences de presse) ou encore d'interviews reprises d'autres supports médiatiques. Pour autant, et il s'agit là du deuxième enseignement, les journaux se distinguent en fonction de la part prise par ces déclarations publiques dans l'ensemble des discours rapportés. Tandis que les rédacteurs de *L'Humanité* s'y réfèrent avant tout pour construire leurs pages *Politique* (85 % de l'ensemble des acteurs dont les propos sont

[9] Jean-Gustave Padioleau, Le Monde *et le* Washington Pos*t. Précepteurs et mousquetaires*, PUF, Paris, 1985, p. 69.

reproduits), les journalistes de *Libération* accompagnent plus fréquemment ces paroles publiques (leurs auteurs représentent 53 % de l'ensemble des locuteurs cités) de confidences et d'éclaircissements présentés comme sollicités ou saisis en dehors des arènes officielles. Troisièmement, ce tableau souligne la perpétuation d'une conception nationale, institutionnelle et partisane de la vie politique : 80 % des déclarations publiques rapportées par les cinq quotidiens du corpus émanent soit d'une intervention gouvernementale, soit du Parlement, soit des états-majors partisans, contre seulement 13 % qui relèvent d'acteurs de la « société civile ».

Tableau n°1. Recensement des acteurs dont les propos sont relayés dans les pages *Politique*

	Le Monde	*Le Figaro*	*Libération*	*France-Soir*	*L'Humanité*
Déclarations publiques et/ou officielles	215 (61%)	168 (64%)	162 (53%)	213 (71%)	187 (85%)
Dont - Président, PM, ministres	67	46	33	60	27
- Parlementaires	35	26	22	25	29
- Représentants de partis	56	76	78	82	91
- Elus locaux	6	5	3	9	5
- Cabinets, conseillers, « proches »	2	3	2	1	5
- Acteurs administratifs	11	3	5	2	11
- Acteurs associatifs et syndicaux	30	7	11	20	9
- Autres (militants, intellectuels...)	8	2	8	14	10
Déclarations officieuses et/ou sollicitées	136 (39%)	94 (36%)	146 (47%)	86 (29%)	32 (15%)
Dont - Président, PM, ministres	8	4	14	2	0
- Parlementaires	24	11	11	8	0
- Représentants de partis	30	42	52	48	26
- Elus locaux	10	12	15	6	0
- Cabinets, conseillers, « proches »	22	9	19	10	5
- Acteurs administratifs	6	0	10	5	0
- Acteurs associatifs et syndicaux	11	0	5	1	0
- Autres (militants, intellectuels...)	25	16	20	6	1

Le calcul porte sur les deux premières semaines de novembre 2000.
NB : Un acteur cité à plusieurs reprises dans un même papier n'est ici mentionné qu'une fois. Aussi, pour respecter la hiérarchie de l'information sans recourir à l'arbitraire de la pondération, chaque « unité textuelle » (titres, chapôs, articles, etc.) a été étudiée isolément : les personnes mentionnées non seulement dans le cœur d'un papier mais également dans son titre et dans son chapô seront donc comptabilisées trois fois. De plus, bien que la plupart des acteurs soient positionnés dans différents espaces (un même individu pouvant être député, maire, membre d'un parti, etc.), l'attribution de leur statut est fixée selon le contexte d'émission de leurs discours (lutte intra-partisane, débat parlementaire, etc.).

Par cette abondante restitution des prises de positions publiques ou officielles des acteurs politiques, les quotidiens nationaux pérennisent un « journalisme d'enregistrement » dont le compte-rendu des débats parlementaires (scènes dont le rédacteur a été le témoin) ou la reproduction du communiqué du Conseil des ministres (scènes soustraites au regard journalistique) ont historiquement constitué les idéaux-types.[10] A travers cette exigence de

[10] Sur l'histoire des comptes-rendus parlementaires, voir Virginie Le Torrec, « Aux frontières de la publicité parlementaire : les Assemblées et leur visibilité médiatisée », *Réseaux*, n°129-130, 2005.

publicité, les journalistes politiques s'instituent en intermédiaires légitimes entre la scène politique et leurs publics ou, pour les journaux plus militants, entre une fraction de l'espace politique et leurs lecteurs. Dans cette perspective, *informer* suppose de rendre *visible* les prises de positions des acteurs politiques, ainsi que l'essentiel des décisions ratifiées dans les institutions publiques.

Pour autant, il ne s'agit pas seulement de ce que Jean-Gustave Padioleau qualifie de « journalisme de routines », c'est-à-dire d'une rhétorique à travers laquelle « les rédacteurs enregistrent puis […] rediffusent des messages produits avec intention par des sources. »[11] En effet, en attribuant un statut de vérité à la parole politique, cette rhétorique témoignerait avant tout de la dépendance des rédacteurs à l'égard de leurs sources. Or, les journalistes politiques se distinguent de leurs confrères dans la mesure où, pour eux, l'événement ne réside pas tant dans le contenu des discours que dans la déclaration elle-même. Autrement dit, « ce qui est rapporté, c'est moins des informations factuelles dont le journaliste devrait chercher à établir la véracité, que du discours public qui tient son caractère "officiel" et d'emblée "publiable" au statut de celui qui l'a prononcé ».[12] Pour les journalistes politiques, la crédibilité de leurs « papiers » ne repose pas sur la vraisemblance des affirmations des acteurs politiques. Elle s'impose surtout par l'exactitude des propos rapportés, ce qu'authentifient l'usage des guillemets et l'identification de leurs auteurs. La restitution des discours au style direct permet en outre de pas endosser leur contenu et ainsi de s'en distancier. D'une certaine manière, les comptes-rendus empruntent des « rites d'objectivité »[13], censés souligner auprès du « grand public » et des hommes politiques l'honnêteté des journalistes. Cette perspective caractérise en particulier l'identité du service *Politique* du *Monde* qui, malgré de nombreuses évolutions depuis le milieu des années 1980, actualise un parti pris de « reproduction studieuse des comptes rendus, des communiqués et autres déclarations officielles qui meublent le tintamarre de la vie publique ».[14] Cette démarche participerait de son prestige auprès des acteurs politiques et de son autorité au sein de l'univers journalistique. Outre les enjeux civiques d'une telle posture d'intermédiaire entre la scène politique et le lectorat, le journalisme d'enregistrement représenterait une façon d'afficher sa crédibilité à l'égard des élites

---

[11] Jean-Gustave Padioleau, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, n°3, 1976, p. 276.
[12] Jean Charron, « Parler de soi… », article cité, p. 97.
[13] Par cette notion, Gaye Tuchman désigne des « notions pratiques d'objectivité », que mobilisent les journalistes américains pour « minimiser [leurs] risques professionnels » (« Objectivity as Strategic Ritual : An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, n°4, 1972, p. 662). Parmi ces procédures de recueil et de mise en forme des faits, elle souligne que plutôt que de vérifier la pertinence d'un fait « A », le journaliste revendiquera son objectivité en se contentant de dire « X a dit "A" » ou en contactant quelqu'un susceptible de contredire le premier locuteur (« X a dit "A" et Y a dit "B" »).
[14] Jean-Gustave Padioleau, Le Monde *et le* Washington Post, *op. cit.*, p. 91.

dirigeantes et d'espérer, en retour, l'acquisition d'informations exclusives. Cette recherche de crédibilité a, par exemple, accompagné la profonde transformation des pages *Politique* de *Libération* au début des années 1980. L'adoption d'une couverture plus exhaustive des institutions et des partis politiques visait avant tout à se poser en concurrent des « références » que pouvaient alors représenter *Le Monde* ou *Le Figaro*. C'est ce qu'indique bien cette journaliste politique de *Libération* :

> « *Libé*, c'est un journal qui se veut leader d'opinion. Et donc, on se doit d'être présent sur un certain nombre de sujets ou de suivis d'institutions, même si on sait que ce ne sont pas forcément les papiers qui vont être les plus lus. Mais c'est incontournable pour être un journal d'opinion, généraliste, avec une bonne cote, etc. »[15]

Il ne faudrait toutefois pas perdre de vue les enjeux pratiques de la production journalistique pour comprendre cette prédominance des déclarations officielles au sein des pages *Politique*. En effet, restituer des discours publics permet de « remplir la copie », tout en étant peu coûteux en termes de temps de travail et de risques professionnels. Il n'est donc pas étonnant qu'en 2000, *France-Soir* et *L'Humanité* aient reproduit davantage de propos publics que les autres quotidiens, en proportion de l'ensemble des discours rapportés. Certes, le faible nombre de « confidences » ou de déclarations sollicitées dans leurs colonnes résulte en partie du faible intérêt qu'éprouvent les hommes politiques et leurs entourages à s'exprimer dans ces journaux. De même, dans le cas de *L'Humanité*, cette surreprésentation des discours publics s'inscrit dans un projet éditorial qui vise toujours à relayer prioritairement les prises de positions officielles des responsables du Parti communiste. Mais, au-delà de ces explications, il importe de tenir compte des contraintes d'économie du travail. Du fait de leurs difficultés financières respectives, ces journaux disposent de moindre effectifs dans leurs services *Politique* (sept à *L'Humanité* et huit à *France-Soir* en 2000, contre treize à *Libération*, dix-sept au *Figaro* et vingt-et-un dans le service *France* du *Monde*) et dépendent plus fortement des informations fournies par les agences, les concurrents ou les acteurs politiques eux-mêmes.

II. De nouvelles contraintes de distanciation et de vulgarisation

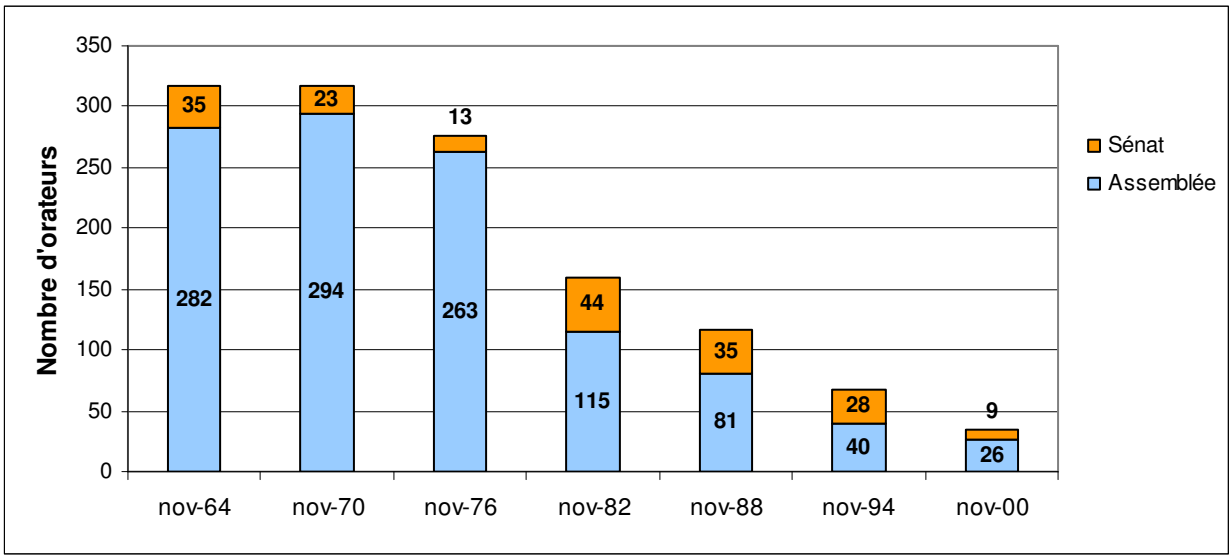
Le compte-rendu des discours publics pâtit cependant d'un déficit de légitimité auprès des journalistes politiques d'aujourd'hui. Tout en étant jugée « austère » ou « ennuyeuse » pour les lecteurs, cette démarche tend à contredire certaines des normes d'écriture qu'entretiennent désormais les hiérarchies rédactionnelles. Elle souffre notamment d'une ambivalence qui renvoie à

[15] Entretien, novembre 2001.

la dualité même du principe de *publicité* : s'il permet la mise en scène du débat public, il place les rédacteurs sous l'accusation d'être des relais *passifs* et *suivistes* du personnel politique. Depuis quatre décennies, différentes évolutions dans le traitement des discours politiques sont observables dans l'ensemble des quotidiens. Les métamorphoses du *Monde*, le journal historiquement le plus attaché à une couverture exhaustive du débat politique, en fournissent un bon exemple.

En premier lieu, les pages *Politique* du *Monde* ont été marquées par une progressive diversification des instances et des scènes d'où émanent les discours rapportés. Entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1980, les journalistes politiques du quotidien du soir multiplient leurs sources, orales ou écrites, en couvrant davantage les manifestations publiques des partis, les réunions de leurs états-majors et les interventions de leurs leaders dans les médias audiovisuels. Les arènes légitimes de l'activité politique ne se résument alors plus à la tribune de l'Assemblée, aux commissions parlementaires, au Conseil des ministres ou aux éditoriaux de la presse d'opinion. Cette diversification des scènes couvertes est en partie le produit des transformations du rubricage du service *Politique* qui forment elles-mêmes des réponses, souvent tâtonnantes, aux mutations de la vie politique. Initialement fondé sur une segmentation institutionnelle (Assemblée, Sénat, Matignon, Élysée), ce service s'est étoffé et profondément modifié entre les années 1960 et 1980. En affectant certains journalistes au suivi exclusif des partis, puis en réduisant les effectifs présents au Parlement, les responsables du service se sont efforcés de fournir un traitement moins « institutionnel » et supposé moins « rébarbatif » de la politique. Cette dynamique s'observe dans le très progressif effacement des comptes-rendus des séances parlementaires qui, jusqu'au milieu des années 1970, occupaient la majeure partie des pages *Politique*. La spectaculaire diminution du nombre d'orateurs cités au Parlement (cf. graphique ci-dessous) témoigne de la réduction du nombre des « papiers » consacrés à ces séances mais elle renvoie également à une réelle mutation dans l'écriture. À partir du début des années 1980, les journalistes ne cherchent plus tant à restituer chronologiquement la séance qu'à construire un article de synthèse, organisé autour d'un « angle » que viennent illustrer les passes d'arme les plus saillantes.

Graphique 1. Nombre d'orateurs au Parlement cités par *Le Monde*



Note : Le calcul porte sur les deux premières semaines de novembre, marquées chaque année par l'examen en première lecture des dépenses budgétaires à l'Assemblée nationale. Cette moindre restitution des débats parlementaires ne résulte donc pas principalement d'un « effet de conjoncture ».

Cette évolution concerne plus généralement le traitement de l'ensemble des manifestations politiques publiques ou officielles. Il apparaît délicat de précisément la dater. Elle consiste en effet en une succession de légères transgressions des normes rédactionnelles, entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990. La somme de ces petites innovations a concouru à l'abandon d'une vocation d'exhaustivité. En 1982, André Laurens, devenu directeur du *Monde*, peut encore affirmer que son quotidien « est un journal de référence parce qu'en marge de ses commentaires et de ses impressions, il publie des extraits significatifs *du discours* ; le lecteur pourra s'y référer, même s'il ne partage pas la façon de voir du journal ».[16] Cette ambition « documentaire »[17] se caractérisait par une stricte codification des règles d'écriture : reproduction chronologique de larges extraits des interventions orales ou écrites ; référencement précis de l'origine et du statut des discours rapportés ; respect d'un principe d'unité de lieu, de temps et d'action dans chacun des papiers ; absence d'interprétations ou de mises en perspective (hormis dans un chapô introductif clairement dissocié du compte-rendu proprement dit). Or ces règles vont être progressivement abandonnées, à travers la généralisation des « articles ».

Jusqu'au début des années 1960, dans la terminologie journalistique, les « articles » se distinguaient des « informations » pour désigner les papiers de commentaires, généralement signés, placés en « Une » et réservés à la hiérarchie des services *Politique*. Un manuel de

[16] Interview *in Presse-Actualité*, n°166, 1982, p. 12. Nous soulignons.
[17] Jean-Gustave Padioleau, Le Monde *et le* Washington Post, *op. cit.*, p. 98.

journalisme publié en 1987 indique *a contrario* que l'« article » est « le produit de base du journaliste. Il retranscrit un événement et fait apparaître au grand jour les aspects souterrains [...] qui expliquent le fait en question ».[18] Cette définition, qu'endosseraient volontiers les rédacteurs actuels, laisse entendre que les journalistes ne peuvent se contenter de reproduire les déclarations émises par les acteurs politiques mais qu'ils doivent désormais les insérer dans des papiers qui les contextualisent et les inscrivent dans une trame, narrative ou démonstrative. Comme l'explique cette journaliste du *Monde* chargée de couvrir les formations d'extrême gauche à la fin des années 1990 : « On pourrait tous les jours diffuser les communiqués de presse de Lutte ouvrière, mais on ne le fait pas. Ce n'est pas notre boulot non plus. Ça, LO peut le faire sans nous. [...] Un bon journaliste politique, c'est celui qui sort des infos et qui n'est pas en situation de totale dépendance vis-à-vis de ses sources ».[19] A travers leurs « articles », les journalistes abandonnent ainsi l'une des règles canoniques du métier qui supposait de respecter une certaine unité de lieu, de temps et de sources dans leurs papiers « d'information ». Désormais, ils agencent propos officiels et propos officieux, déclarations publiques et déclarations sollicitées, discours présents et discours passés, au point qu'il devient de plus en plus délicat de déterminer, avec précision, l'origine des discours rapportés.

Cette banalisation des « articles » témoigne d'un renversement des normes de distanciation à l'égard des sources. Jusqu'à la fin des années 1960, les rédacteurs du *Monde* attestaient de leur statut de témoin impartial en gommant « dans leur écriture toute trace de leur présence en tant que sujets-locuteurs ».[20] Par la suite, les journalistes ont souligné leur autonomie rédactionnelle par une démarche d'appropriation et de confrontations des discours entre eux. Cette dimension du travail journalistique était même graphiquement mise en évidence au cours des années 1970 par la pratique dite du « six crochets », petit texte rédigé en caractère gras qui ponctuait la reproduction d'une déclaration ou d'un communiqué, tout en en étant dissocié. Mettant en cause la véracité d'une déclaration, interprétant le contenu d'un discours, donnant la parole aux acteurs mises en cause, ces « six crochets » ont permis d'établir une distance critique à l'égard des sources officielles :

---

[18] Jean-Luc Martin-Lagardette, *Guide de l'écriture journalistique*, Syros, Paris, 1987, p. 78.
[19] Entretien, janvier 2003.
[20] Jean Charron, « Parler de soi... », article cité, p. 85.

Le syndicat CGT du Trésor affirme dans un communiqué publié le 9 novembre que *"plusieurs agents de la préfecture de Corrèze se sont installés ce mardi 9 novembre à la trésorerie générale de Tulle avec mission de procéder, toutes affaires cessantes, à la liquidation des indemnités sécheresse revenant aux exploitants agricoles de l'arrondissement d'Ussel, arrondissement dans lequel M. Chirac est candidat à l'élection législative partielle du 14 novembre. […]"*
Le directeur de cabinet du préfet de la Corrèze nous a déclaré mardi matin que l'accusation du syndicat CGT du Trésor était "entièrement fausse". Sans nier que la trésorerie générale ait été renforcée, il nous a assuré qu'il ne saurait y avoir "aucune relation de causalité" entre ce fait et l'élection du 14 novembre. […]. (*Le Monde,* 10/11/1976).

Si cet outil disparaît au cours des années 1980, c'est que sa tonalité imprègne finalement l'ensemble des papiers d'informations. La « valeur ajoutée » des pages *Politique* du *Monde* ne réside alors plus tant dans l'ampleur et la rigueur des comptes-rendus que dans la mise en évidence de l'« initiative » des journalistes. Autrement dit, ce n'est plus la restitution exhaustive de la scène mais bien la capacité à raconter et analyser les coulisses qui fonde l'excellence professionnelle des rédacteurs. Désormais, au regard des principes de hiérarchisation explicités dans le guide des rédacteurs, la reproduction des principaux discours politiques apparaît même secondaire, renvoyée à l'utilisation (épisodique) de *Verbatim*, « de manière à placer à part les informations qui pourraient ralentir ou compliquer la lecture ». [21]

En outre, tandis que les déclarations restituées au cours des 1950 et 1960 étaient avant tout celles qui rendaient compte de l'action publique, dans sa phase programmatique, délibérative ou décisionnelle, la plupart des propos retranscrits dans les pages *Politique* des années 1980, 1990 et 2000 positionnent davantage leurs auteurs dans les luttes pour la conquête des positions de pouvoir et s'inscrivent dans un registre plus polémique que proprement idéologique ou technique. Généralement plus concis, les extraits de discours ou de communiqués paraissent avant tout sélectionnés pour leur capacité à s'inscrire dans une intrigue supposée connue du public et dont l'épilogue ultime est souvent l'élection présidentielle. Si l'on excepte les déclarations reléguées dans les colonnes de brèves, les journalistes politiques cherchent fréquemment à déceler, derrière la façade du discours, le « coup » politique que son auteur cherche à jouer vis-à-vis de ses pairs ou vis-à-vis de « l'opinion ». Les propos sont alors plus régulièrement appréhendés dans leur dimension performative (et non plus seulement déclarative), ce dont témoigne l'évolution des titres qui surplombent les papiers rendant compte d'événements publics.

[21] Le Monde, *Le Style du* Monde, 2002, p. 48.

Tableau n°2. Recensement de quelques titres prélevés dans les pages *Politique* du *Monde*

Nov. 1964	« M. Taitinger (UNR) *affirme* que la réglementation favorise la spéculation » (3 nov.) « La bombe chinoise est un exemple frappant de l'importance politique de l'arme nucléaire, *déclare* M. Pompidou […] » (4 nov.) « Soixante-dix orateurs *expriment* les revendications paysannes » (6 nov.) « Le PC français *souligne* les raisons du limogeage de "M. K." » (7 nov.) « M. Messmer : nos programmes sont à la mesure de nos moyens » (8 nov.)
Nov. 2000	« La majorité *se réconcilie* sur le budget de la "Sécu" » (1er nov.) « M. Vaillant *implique* les élus corses dans la préparation du futur statut » (3 nov.) « La gauche plurielle *fait la somme* de ses différences » (7 nov.) « Jacques Chirac *revendique à son profit* l'héritage du général de Gaulle » (9 nov.) « Dominique Voynet *rassemble,* au prix fort, une majorité des Verts » (10 nov.)

Note : Les verbes sont soulignés par nous.

Cette généralisation de l'« article » pose les rédacteurs politiques comme des spécialistes des stratégies de conquête du pouvoir politique. Ancien chef adjoint du service *Politique* du *Monde*, André Laurens décrit ce basculement, lors des années 1960 et 1970, « d'un commentaire politico-moral » vers « un commentaire politico-stratégique »[22], qui supposait une réelle diversification des sources et un renouvellement des manières de citer la parole politique. Mise en place initialement dans les newsmagazines, cette logique de décryptage a successivement concerné deux modalités des stratégies politiques : celles menées à l'intérieur des organisations politiques ; celles menées vis-à-vis des électeurs. Au cours des années 1960 et surtout 1970, les rédacteurs du *Monde* ont de plus en plus interprété les déclarations politiques sous l'angle des luttes internes aux différents partis, en révélant, derrière l'apparence du discours, les stratégies d'alliances, de contrôle des investitures, de positionnement électoral. A partir des années 1980, s'est surajoutée une lecture d'un « jeu politique » devenu « jeu médiatique ». Les journalistes se sont alors efforcés de décrypter les stratégies d'images du personnel politique, en relatant les circonstances d'élaboration des discours et en évoquant l'intervention de nouvelles catégories d'acteurs (communicants, « conseillers », sondeurs, etc.). Ce souci de dévoiler les arrière-pensées va d'ailleurs être explicitement revendiqué par les rédacteurs qui débutent leur carrière à partir des années 1970. Ils le présentent comme constitutif de leur identité professionnelle et de leur rôle « démocratique » : « Un bon journaliste politique […], c'est quelqu'un qui décrypte la communication politique : "On vous a montré ça, mais moi, je vais vous raconter l'arrière-plan" ».[23] Cette perspective constitue bien une mise à distance du verbe politique, envisagé désormais dans sa dimension instrumentale. Amalgamant la plupart des évolutions précédemment décrites, l'article suivant est révélateur

[22] Entretien, juin 2002.
[23] Entretien avec une journaliste politique au *Monde*, novembre 2001.

de cette réduction des discours à l'expression des calculs « politiciens » visant à enrôler le soutien des pairs et, surtout, des électeurs :

> M. Chirac exalte l'"espace privilégié de la nation"
> pour contrer le succès de M. Chevènement à droite
>
> En ouvrant, mardi 20 novembre, le 84e congrès de l'Association des maires de France, Jacques Chirac a fait un vibrant plaidoyer pour la nation, *« espace historique, politique, spirituel »*. En revanche, le chef de l'État a renoncé à prononcer, comme il en avait d'abord l'intention, un discours sur la décentralisation. Ce changement de pied répond à l'inquiétude provoquée à droite par la percée de M. Chevènement.
>
> Il y a encore quelques semaines, Jacques Chirac envisageait de tenir un de ces grands discours en faveur de la décentralisation qu'il décline depuis 1998 […]. Un œil sur ces sondages qui signalent tous l'évidente percée de Jean-Pierre Chevènement l'a convaincu de revoir ses projets. Invité, mardi 20 novembre, à ouvrir le 84e congrès de l'Association des maires de France (AMF), le président de la République a donc truffé son plaidoyer de ces mots-clés qui paraissent avoir tant de succès : la « Nation », la « République », la « cohésion nationale ». […]
>
> Depuis quelques semaines, plusieurs conseillers de M. Chirac l'engagent à ne pas laisser l'ancien ministre de l'intérieur venir labourer les terres de la droite. […] Nicolas Sarkozy plaide pour faire monter au créneau l'ancien anti-Maastrichtien Philippe Séguin. […] Les sondeurs qui travaillent pour l'Élysée ont pourtant noté à l'intention du président que « pour l'instant, il n'y a pas d'enthousiasme pour le duel attendu Chirac-Jospin ». Études qualitatives en main, ils ont montré comment la personnalité épique du fondateur du MDC et les mots qu'il emploie séduisent même un électorat de l'UDF pourtant réputé à l'opposé de l'ancien ministre. C'est sur ce champ symbolique que M. Chirac a, mardi, tenté de pénétrer.
>
> *Le Monde*, 22/11/2001

III. Les conditions du discrédit des discours politiques officiels

Cette métamorphose dans l'appréhension des discours politiques a été rendue possible par l'articulation de différents processus. Elle résulte d'abord des profondes transformations des pratiques politiques, marquées dès les années 1960 par la présidentialisation des institutions, par la bipolarisation du spectre partisan ainsi que par l'essor de la télévision. Le phénomène majoritaire a notamment contribué à rendre moins saillantes, journalistiquement parlant, les déclarations publiques ou officielles du personnel politique. D'une part, le Parlement est progressivement apparu comme une « chambre d'enregistrement » peu propice à un bouleversement des rapports de forces politiques. D'autre part, la centralisation de la communication gouvernementale, et la plus grande discipline de parole dans les formations partisanes, ont restreint l'expression publique des dissidences et encouragé les journalistes à critiquer la « langue de bois » des acteurs politiques. Alors que les pratiques politiques se sont de plus en plus tournées vers la conquête d'une « opinion publique » nationale, grâce au développement des médias audiovisuels et au renouvellement des dispositifs de communication, les journalistes de la presse écrite ont progressivement considéré que la valeur ajoutée de leur travail ne résidait plus tant dans la restitution de discours « formatés » pour les

médias que dans le décryptage des enjeux de pouvoir sous-jacents. Ce responsable des pages *Politique* du *Figaro* souligne ainsi l'incidence des médias audiovisuels sur la visibilité et la temporalité des affrontements politiques et, en retour, sur le travail des journalistes de presse écrite : « Maintenant, les débats, les positionnements des uns et des autres, c'est pour les radios et les télés. Nous, si on arrive le lendemain pour dire : "Machin a dit que… truc a dit que…", on n'intéresse plus personne. Donc, il faut bien qu'on dise ce qui s'est passé en amont, c'est-à-dire comment ils sont arrivés à cette position-là ».[24] Certains interviewés décrivent un basculement supplémentaire au cours des années 1980. En effet, les remises en cause du monopole étatique dans l'élaboration des politiques publiques, le constat d'un désenchantement des citoyens et d'une désacralisation des élites, en somme la perception d'une moindre capacité du politique à agir sur le monde social, auraient accrédité l'image d'un personnel politique calculateur et opportuniste, dont les discours révèleraient moins les convictions que les stratégies de conquête des trophées politiques. Aux yeux des rédactions, il serait alors devenu plus coûteux, commercialement et journalistiquement parlant, de prendre trop au sérieux la seule dimension idéologique des luttes politiques.

Si ces transformations propres à l'univers politique ont amené les services *Politique* à bousculer leurs savoir-faire, c'est aussi parce qu'elles se sont inscrites dans un contexte de renouvellement global des normes rédactionnelles, sous l'effet d'un profond bouleversement de l'univers médiatique. Ainsi, les tendances au déclin du lectorat de la presse écrite généraliste, la concurrence croissante des entreprises audiovisuelles et l'arrivée d'une nouvelle génération de managers ont poussé la plupart des journaux à abandonner les modes de traitement les plus susceptibles d'« ennuyer » ou de « cliver » les publics. Naturalisée dans les espaces d'apprentissage du métier, la figure d'un « nouveau » public (pragmatique, désenchanté et « zappeur ») a émergé des études de marketing, légitimant *a priori* ou *a posteriori* les métamorphoses des pages *Politique*. Ces exigences commerciales ont pu s'articuler à des exigences journalistiques de « professionnalisme », censées rompre avec l'intellectualisme ou le propagandisme qui caractériserait la restitution minutieuse de débats supposés trop institutionnels, trop idéologiques ou trop technocratiques.

Les transformations politiques et médiatiques ont rendu possible cette mutation dans l'appropriation des discours politiques. Mais celle-ci a été effective parce que les entrants dans le métier y étaient eux-mêmes disposés et ont réussi à subvertir les anciennes routines. Il importe donc de s'intéresser aux différentes générations de rédacteurs qui, du milieu des années 1960 au début des années 1990, ont pu considérer comme insensées ou insuffisamment

[24] Entretien, janvier 2002.

gratifiantes les formes canoniques du journalisme d'enregistrement. En effet, les évolutions mises en évidence à travers l'exemple du *Monde* ont été le produit non pas d'un plan défini *a priori* par les hiérarchies rédactionnelles mais plutôt d'une succession de conflits concernant les normes du travail journalistique. Porteurs de dispositions et de ressources inédites, les jeunes journalistes ont pu s'appuyer sur les mutations dans les univers politiques et médiatiques (« la politique a changé », « les attentes du public ont changé ») pour justifier leurs audaces et leurs transgressions des règles d'écriture. La morphologie du journalisme politique s'est en effet profondément transformée au cours des trois dernières décennies.[25] A défaut d'être longuement développés, deux processus seront ici mentionnés : l'évolution du rapport au politique et l'élévation globale du niveau d'études.

Au-delà de la diversité de leurs trajectoires respectives, les rédacteurs qui intègrent les services *Politique* entre la fin des années 1960 et le début des années 1980 partagent un ensemble de représentations politiques qui les distinguent de leurs aînés et permettent de comprendre leur attitudes à l'égard des anciennes pratiques journalistiques. Disposant généralement d'un apprentissage militant, ayant parfois expérimenté les combats estudiantins, ils font preuve d'un intérêt certain pour les « batailles » politiques dont l'enjeu, à l'époque de leur entrée dans le métier, n'est autre que la première alternance de la Ve République. Leur expérience d'acteurs et de spectateurs des luttes politiques les rend sensibles à une « culture de parti » que ne partageaient pas nécessairement leurs prédécesseurs, avant tout socialisés à la « culture parlementaire ». Davantage curieux d'une télévision en plein essor, ils appréhendent avec moins de méfiance la mise en spectacle du discours politique et sa réduction à de nouveaux jeux scéniques. Par le décodage des « petites phrases », par ce goût plus prononcé pour les coulisses et les luttes internes aux partis, ils accompagnent, sur le terrain journalistique, les transformations de l'affrontement politique. Ces rédacteurs ont également participé à un certain renouvellement des relations politico-journalistiques. Marqués par la « critique généralisée des relations hiérarchiques » qu'a pu incarner mai 1968[26], ils adoptent souvent une attitude moins respectueuse et plus égalitaire vis-à-vis du personnel politique. Cette familiarité, dont témoigne l'usage croissant du tutoiement, est d'autant plus encouragée qu'elle est parfois suscitée par les nouvelles générations d'hommes politiques et qu'elle permet de bénéficier de ces confidences qu'attendent de plus en plus leurs hiérarchies. Ces journalistes

---

[25] Sur l'évolution des logiques du recrutement journalistique, voir Nicolas Kaciaf, « Le journalisme politique d'une République à l'autre. Les conditions de transformation des pages *Politique* de la presse écrite française (1945-81) », *in* Antonin Cohen et *allii* (sous la direction de), *Les Formes de l'activité politique. Eléments d'analyse sociologique, XVIIIe-XXe siècle*, PUF, Paris, 2006.

[26] Cyril Lemieux, *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, A.-M. Métailié, Paris, 2000, p. 55.

ont alors cherché à bousculer les formats les plus caractéristiques du journalisme d'intermédiaire. Ils ont d'ailleurs pu imposer leurs vues à mesure qu'ils ont conquis la hiérarchie des journaux et que leurs services ont incorporé de plus jeunes rédacteurs, nés au cours des années 1960 et 1970. Ces derniers revendiquaient en effet, pour la plupart, une plus grande « distance » à l'égard de l'univers politique. Plus rarement militants que leurs prédécesseurs, conscients du désenchantement qu'ont suscité la succession d'alternances et la multiplication des « affaires », moins soucieux des responsabilités proprement civiques du journalisme politique, ils ont volontiers endossé un statut d'observateurs critiques des mœurs « politiciennes ». Cette ambivalence entre fascination et distanciation à l'égard du « zoo politique » a notamment justifié leurs tentatives d'introduire des rhétoriques moins institutionnelles et plus désinvoltes face au verbe politique.

A côté de l'incidence des cultures politiques « générationnelles », il convient de se pencher rapidement sur les effets de l'élévation globale du niveau d'études qu'atteste la proportion croissante de diplômés d'Instituts d'Etudes Politiques ou d'écoles de journalisme.[27] Il ne s'agit pas tant de se prononcer sur l'action socialisatrice de ces formations que de saisir deux conséquences de cet accroissement du capital scolaire. S'il a contribué à battre en brèche l'asymétrie qui caractérisait les relations politico-journalistiques, en sapant la déférence des rédacteurs vis-à-vis des élites politiques, il a aussi justifié l'opposition des jeunes journalistes aux tâches les plus rébarbatives et les moins gratifiantes du métier, tels les comptes-rendus des scènes publiques. Ce point est rarement soulevé par les sociologues des médias. Il paraît pourtant fondamental. Le renforcement des contraintes commerciales ayant contribué à un renouvellement de la « valeur ajoutée » journalistique, c'est-à-dire une mise en forme plus attractive des dépêches ou des comptes-rendus, la dichotomie traditionnelle entre l'« article » (réservé aux chefs, ponctué de confidences et signé) et les « informations » (strictement descriptives, circonscrites aux sources officielles et souvent non signées) s'est progressivement estompée. Pour les rédactions, cette exigence a impliqué le recrutement de « professionnels » disposant d'une connaissance préalable des normes journalistiques et susceptibles d'écrire une large gamme de papiers. En retour, cette acquisition précoce des savoir-faire du métier a rendu les jeunes rédacteurs plus rétifs à la codification rigide des genres rédactionnels et des cursus

[27] Concernant les diplômés d'école de journalisme, leur proportion représente 3 % des rédacteurs recrutés entre 1958 et 1969 dans les services *Politique*. Elle passe à 22 % entre 1970 et 1981, 38 % entre 1982 et 1993 et 32 % entre 1994 et 2000. Si l'on exclut les journalistes politiques de *L'Humanité* de ce calcul, les taux sont respectivement de 4 %, 27 %, 46 % et 38 %. Quant aux diplômés d'Instituts d'Etudes Politiques, si l'on s'appuie ici sur le seul exemple du *Monde*, leur proportion évolue de 40 % pour les journalistes recrutés entre 1958 et 1981 (6 rédacteurs sur les 15 dont les données sont disponibles) à 64 % pour les recrutés entre 1982 et 2000 (14 sur 22). Pour un état des lieux statistique plus étoffé des trajectoires universitaires des journalistes politiques, voir Nicolas Kaciaf, « Le journalisme politique d'une République à l'autre », article cité.

professionnels. Désireux de se voir octroyer des tâches plus valorisantes, porteurs de compétences issues non plus seulement d'une formation sur le tas, ils ont revendiqué cette moindre hiérarchisation des registres d'écriture autorisés. Comme le souligne Noël-Jean Bergeroux, recruté par *Le Monde* en 1969, peu de temps après sa sortie d'une école de journalisme : « Le changement, c'est que nous, on sort des écoles. On n'était pas là pour *ça* à vingt-cinq ans ».[28] Par le « ça », il évoque ces comptes-rendus austères et pesants que les jeunes rédacteurs du *Monde* des années 1970 se sont justement efforcés de subvertir.

*

* *

Inscrits dans un espace médiatique hautement concurrentiel, exposés à de profondes transformations des pratiques de communication politique, soumis à d'intenses critiques quant à la superficialité de leur travail ou à leur connivence avec leurs sources, les rédacteurs politiques des quotidiens français font désormais face à de nombreuses contradictions dans l'exercice de leur métier. Ces tensions semblent aujourd'hui constitutives d'une spécialité pris entre des exigences plurielles : rendre la politique intéressante sans faire le jeu des hommes politiques, constituer un espace de débat sans servir de « courroie de transmission », dénoncer les faux-semblants des responsables politiques tout en évitant de les décrédibiliser, se démarquer de la télévision tout en l'envisageant comme tribune principale du jeu politique. Plus ou moins palpables selon les rédactions, vécues au quotidien par les journalistes, ces contradictions ont donné lieu à des réponses ambivalentes en matière de traitement du discours politique, à travers des logiques croisées de *vulgarisation* et de *décryptage*. D'un côté, entretenir le spectacle politique en reproduisant les « petites phrases » assassines, en imaginant des angles ludiques, en valorisant les querelles personnelles. De l'autre, tenter de battre en brèche les stratégies de communication en décodant les effets d'annonce, en dénonçant les « coups médiatiques », en s'efforçant d'aller au-delà du « discours », des « paillettes », des « postures ». Toujours est-il que chacune de ces deux logiques demeurent marquées par une même focalisation sur les seuls jeux internes au « microcosme » politique[29], nourrissant ainsi le reproche d'une contribution des journalistes politiques à la dépolitisation des citoyens.

---

[28] Entretien, mars 2002.

[29] Voir Jean-Baptiste Legavre, « Les journalistes politiques : des spécialistes du jeu politique », *in* Frédérique Matonti (sous la direction de), *La Démobilisation politique*, La Dispute, Paris, 2005.